



Autriche : L'extrême droite réussit à faire annuler une élection présidentielle, qu'elle avait perdue d'un cheveu

Elu, le nouveau président fédéral autrichien ne prêtera pas serment. Une course de vitesse avait été engagée entre les institutions et les soutiens du président élu, d'un côté, et l'extrême droite de l'autre. C'est cette dernière qui a gagné, pour le moment. Alors que le nouveau président fédéral devait entrer en fonction le 08 juillet, son élection a été invalidée par la Cour constitutionnelle (VfGH) autrichienne, vendredi 1er juillet.

Le scrutin devra être refait à l'automne, et aura lieu le 02 octobre prochain. Détail piquant : l'Autriche fera appel à des observateurs électoraux de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) pour surveiller le prochain scrutin, en tout cas dans les 14 cantons sur 117 dans lesquels il vient d'être invalidé, essentiellement pour des erreurs de procédure. Ce qui donne, pour reprendre la formulation d'un journal allemand du samedi 02 juillet, un petit « *air de République bananière* » à la chose.

L'extrême droite peut triompher, au moins provisoirement. Celle-ci avait contestée la validité du scrutin présidentiel, dont le premier tour s'est tenu le 24 avril 2016 et le second, le 22 mai dernier. Son candidat, Norbert Hofer, âge de 45 ans, avait perdu d'un cheveu : 49,7 % des voix et 31.000 voix d'écart au total avec le vainqueur de l'élection, Alexander Van der Bellen, 72 ans.

L'action en contestation introduite par le FPÖ (« Parti de la liberté d'Autriche »), le principal parti de l'extrême droite du pays, a été couronnée de succès. Principal motif d'annulation : des enveloppes enfermant des votes par correspondance, qui représentent traditionnellement une masse de suffrages importante en Autriche, avaient été ouvertes trop tôt. Selon la réglementation en vigueur, ces enveloppes ne doivent être ouvertes que le lundi suivant le dimanche électoral. Ici, elles l'avaient été dès le dimanche.

Ainsi, environ 30.000 enveloppes auraient été ouvertes trop tôt, le 22 mai dernier. Par ailleurs, 58.374 votes par correspondance auraient été décomptés par des personnes n'ayant pas compétence pour le faire, selon la législation. Concrètement, le décompte a été fait par des employé-e-s administratif des municipalités, qui n'ont aucune compétence légale en la matière et qui, souvent, n'avaient été ni encadrés ni formés. La raison de cet état de fait réside dans la faible indemnisation des scrutateurs officiels, envoyés par les partis politiques : un observateur ou une observatrice officiel-le ne touche que 45 euros d'indemnités par journée électorale entière. Pour ce motif, les représentant-e-s des partis politiques se reposent souvent, en fin de journée d'un dimanche électoral, sur les membres de l'administration locale. Les représentant-e-s du FPÖ, parti d'extrême droite, avaient eux-mêmes procédé ainsi et signé, la plupart du temps, le procès-verbal validant le déroulé du scrutin. Ce qui n'a pas empêché leur parti, au final, après la défaite, de déposer un mémoire en contestation lourd de 152 pages, et d'attaquer les résultats dans 94 sur 117...

Il s'agit là, bien entendu, plus d'erreurs formelles (dans le cadre d'un système électoral relativement compliqué) que de manipulations volontaires. Or, vu l'importance du nombre de votes par correspondance – au total, il y en avait 750.000 pour l'élection présidentielle, c'est-à-dire 14 % des voix au total – cela pouvait motiver une invalidation. Et le nombre de votes invalidés (78.000) est supérieur à l'écart de suffrages entre les deux candidats qui ont participé au second tour, l'écart étant de 31.000 voix. Après avoir entendu 63 témoins du déroulement du scrutin, la Cour constitutionnelle a ainsi prononcé son invalidation.

Une campagne tendue en perspective

En attendant le nouveau scrutin à l'automne prochain, l'Autriche sera provisoirement présidé par les trois co-présidents de l'Assemblée nationale... dont fait partie Norbert Hofer lui-même, le candidat du FPÖ à l'élection présidentielle. De la manière, il exerce déjà provisoirement la fonction, en partie. Son parti va, à n'en pas douter, utiliser à profit l'argument selon lequel il aurait fait « *triumpher la démocratie* » (dixit son chef Heinz-Christian Strache le 1er juillet), et qu'il aurait été désavantagé par le déroulement du scrutin précédent, voir qu'il aurait été victime de « *manipulations électorales* ». Il n'est pas certain qu'il sera entendu, sur cet aspect, parce que si des erreurs formelles ont été démontrées, strictement aucune manipulation des résultats n'a été prouvée. Mais on doit se préparer à une campagne électorale qui sera très tendue, « chaude ». Et pour peu que le nombre de réfugié-e-s arrivant en Autriche (qui a fortement diminué en mai/juin 2016) augmente à nouveau, par les routes de migrant-e-s traversant les Balkans ou la Méditerranée puis l'Italie, le FPÖ axera sa campagne à nouveau sur la prétendue « *invasion migratoire* ».

Le scrutin d'avril et mai 2016

Ce qui est d'ores et déjà certain, c'est que l'élection du président fédéral en Autriche 2016 aura été bien plus passionnante qu'en d'autres années.

A partir du soir du 22 mai dernier, on ignorait pendant presque 24 heures le nom du vainqueur qui allait entrer à la *Hofburg*, cet ancien palais impérial des jours de la monarchie austro-hongroise transformé en résidence présidentielle. Sur la base des seuls votes exprimés dans les urnes (pour lesquels Norbert Hofer avait une légère avance), et sur fond d'un pronostic portant sur les votes par correspondance, les deux candidats arrivaient à 50 % chacun pendant une journée entière. (Traditionnellement, les électeurs et électrices qui votent par correspondance donnent moins de voix à l'extrême droite que les autres. Une sociologie différente – les votes par correspondance étaient surtout utilisés en milieu urbain et instruit, dans les grandes villes – explique cet écart.)

Ensuite, bien évidemment, c'est l'appartenance à l'un des deux rivaux à l'extrême droite du pays qui faisait de ce scrutin un réel « challenge » pour toutes les autres forces politiques implantées en Autriche.

D'un côté, Alexander van der Bellen, ancien membre du Parti social-démocrate d'Autriche (SPÖ) dans les années 1980 puis élu des Verts de 1994 à 2012, se présentait en candidat « indépendant », bien que sa campagne ait été financée par le parti écologiste. Professeur d'université en matière d'économie, il est d'orientation socio-économique assez libérale, et bien trop centriste du point de vue de nombreux et nombreuses écologistes.

Ainsi censé rassurer le centre-gauche et le centre-droit, il devenait de fait le porte-parole de ces derniers avant le second tour. Le candidat du SPÖ tout comme celui du parti chrétien-démocrate et conservateur ÖVP (« Parti du peuple autrichien ») avaient fini chacun, au second tour, à seulement 11 pour cent des voix. Ce vote constituait une sanction terrible pour les deux partis qui se partagent le pouvoir depuis des décennies, avec une interruption seulement entre 2000 et 2006, alors que l'ÖVP avait choisi de gouverner avec l'extrême droite, alors dirigée par feu Jörg Haider, ce dernier ayant fait scission en 2005 puis étant mort dans un accident de voiture en octobre 2008.

72 % du vote ouvrier

Toujours est-il que les deux grands partis n'avaient pas émis une consigne de vote claire, nette et sans bavures pour Alexander van der Bellen avant le second tour. Loin s'en faut. Bien que le nouveau chef du gouvernement Christian Kern (SPÖ), un ancien manager des Chemins de fer d'Autriche – ÖBB – et réputé plutôt technocrate, qui a remplacé au pied levé l'ancien chancelier Werner Faymann le 09 mai 2016, ait déclaré qu'« *à titre personnel, il votera clairement pour Alexander van der Bellen* ».

Toujours est-il que son parti, le SPÖ, est autant divisé sur ses rapports avec l'extrême que l'ÖVP, à droite.

Une des particularités de la situation autrichienne est que la social-démocratie locale a gouverné l'Etat-région (Land) de Carinthie ensemble avec Jörg Haider de 2004 jusqu'à sa mort, et qu'elle est alliée avec le FPÖ au gouvernement régional de la région Burgenland – frontalière avec la Hongrie – depuis juin 2015. Une partie des syndicats autrichiens, notamment pour des motifs liés à une demande de protectionnisme économique et social, à la fois contre la concurrence internationale et contre l'immigration du travail, souhaite et soutient une telle alliance. 72 % des ouvriers de production autrichiens auraient d'ailleurs, selon la chaîne de télévision publique autrichienne, voté pour le FPÖ au premier tour du 22 avril...

Un ancien étudiant pangermaniste

De l'autre côté de la barre, on trouve donc Norbert Hofer. L'homme est souriant et a l'habitude de maîtriser ses émotions. Après avoir été hospitalisé pendant un an suite à un accident de parapente, en 2003, il a appris à être patient. Mais il est tout sauf un modéré, et même pas un arriviste de la politique. Norbert Hofer, 45 ans, est un idéologue, un vrai. Il fait partie de principaux cadres du FPÖ (FPOe) ou « Parti de la liberté d'Autriche », ce parti d'extrême droite auquel il appartient depuis son adolescence.

Dimanche 24 avril 2016, il a réalisé un score de plus de 35 % à l'échelle du pays. C'est dans sa ville natale de Pinkafeld, dans la région du Burgenland, que Hofer était arrivé à la politique, recruté par un professeur qui appartenait au milieu *deutschnational* (pangermaniste). Un milieu compact composé de membres des *Burschenschaften* ou corporations étudiantes d'extrême droite et portant les armes – elles organisent des duels à l'épée - ; un milieu plutôt anticlérical dans une région majoritairement catholique, et dont une partie cache mal ses affinités avec le nazisme historique et actuel. A 23 ans, Norbert Hofer est ensuite allé faire de la politique à l'échelle régionale puis nationale, attiré par l'ascension de Jörg Haider, chef du FPÖ depuis 1986 et jusqu'à la scission en 2005. Mais il a toujours gardé ses instances avec lui : Jörg Haider était trop flambeur à ses yeux, pas assez solide dans ses convictions, pas assez ferme idéologiquement. Même si, ce qui paraît paradoxal à première vue (seulement), Hofer a aussi été l'un des artisans du lissage récent du profil du FPÖ, d'une stratégie de « dédramatisation » - comme dirait Marine Le Pen – à l'autrichienne. Cette dernière consistant surtout à bannir l'antisémitisme affiché, mais aussi le racisme trop ouvert, au profit d'avertissements contre un « islam conquérant » et une pseudo-laïcité (alors que l'Etat autrichien n'est pas laïque).

Ce n'est donc pas une mince affaire si Norbert Hofer, un dur de cette extrême droite autrichienne, a gagné la première place au premier tour de l'élection présidentielle fédérale. Tout en perdant au second tour... qui risque aujourd'hui d'être annulé.

Une fonction pas uniquement honorifique

Certes, le président fédéral autrichien n'a que des pouvoirs limités, comparé à son homologue français ; son rôle est en général plutôt protocolaire, surtout si le président et le chef de la majorité parlementaire sont issus du même camp politique. Le vrai pouvoir politique est concentré entre les mains du chancelier, chef du gouvernement issu de la majorité à la chambre. Mais à la différence de son homologue allemand, qui n'a réellement qu'un rôle symbolique, le président fédéral autrichien peut au moins faire et défaire des gouvernements. Le candidat Hofer avait annoncé qu'il pourrait limoger le gouvernement actuel – composé d'une « Grande Coalition » entre SPÖ et ÖVP – « s'il travaille mal », et provoquer des élections anticipées. Dans le climat actuel, le FPÖ serait assuré de dépasser les 30 % lors de telles législatives anticipées, en gagnant environ 10 % des suffrages.

Discours sur l'immigration

La politique d'immigration a fait l'objet des débats pendant une grande partie de la campagne électorale. L'Autriche, qui avait jusqu'ici surtout été un pays de passage vers l'Allemagne et la Scandinavie – pour des migrants et migrantes en provenance du Moyen-Orient passés par les Balkans - ne voit plus beaucoup de réfugié-e-s arriver par l'Est, puisque la « route des Balkans » a été fermée par les clôtures et barbelés plantés aux frontières de la Macédoine, de la Hongrie ou encore de la Bulgarie. Or, dans l'attente d'un nouvel afflux de migrants et migrantes venant de Libye qui passeraient par l'Italie et iraient vers l'Europe du Nord, le gouvernement autrichien a annoncé le 12 avril qu'elle barricadait sa frontière, en restaurant des contrôles d'identité à sa frontière d'Italie. La construction d'une clôture autour du col du Brenner a alors commencé ; elle devait alors être terminée « au plus tard en juin prochain ». Or, comme le nombre d'arrivées de migrant-e-s et réfugié-e-s sur le sol autrichien est en chute libre, la construction de la clôture a ensuite été suspendue au mois de mai. Elle l'est toujours actuellement, ce qui n'empêchera pas de nouvelles poussées des discours et des actes anti-migrants si jamais le nombre d'arrivées augmentait à nouveau.

L'absence d'une alternative sociale et progressiste crédible, en Autriche, constitue cependant le mal principal qui nourrit le vote d'extrême droite.